

**DÉLIBÉRATION n°2023-09**  
**Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes**  
**Séance du 3 mai 2023**

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration  
du 15 mars 2023

**Le Conseil d'Administration,**

Vu le Code de l'éducation,

Vu les statuts de l'IEP de Rennes, en particulier l'article 23-1 du règlement intérieur tel qu'adopté par la délibération 2016-25 du 23 mai 2016,

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE :**

**Article unique**

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 15 mars 2023 est adopté.

Membres en exercice : 29 membres

Membres présents ou représentés : 18 membres

Votes : Refus de participer au vote :

Abstention : 0

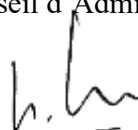
Contre : 0

Pour : 18

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 3 mai 2023

Le Président  
du Conseil d'Administration



**Yann LEJOLIVET**

Document(s) en annexe au présent extrait :

*Compte-rendu du conseil d'administration du 15 mars 2023 (8 pages)*

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

### Présents

- (1) M. Yann Lejolivet, Président du Conseil d'administration
- (2) Mme Audrey Ballu-Gougeon
- (3) Mme Corinne Poulain
- (4) M. David Olivier
- (5) M. Vincent Valentin
- (6) M. Romain Pasquier
- (7) Mme Claire Toupin-Guyot
- (8) M. Gil Desmoulin
- (9) Mme Marta Iglesias
- (10) Mme Adeline Thobie
- (11) Mme Thaïs Boullier
- (12) Mme Charlotte Jegouic
- (13) M. Dimitri Guézel
- (14) Mme Nathalie Pruchon

### Représentés

- (15) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (16) M. David Alis
- (17) Mme Nathalie Colin
- (18) Mme Maryvonne Le Brignonen
- (19) Mme Marie-Laure Collet
- (20) M. Emmanuel Couet
- (21) M. Hadrien Jehan
- (22) Mme Maela Merrer

### Membres ayant voix consultative

- (23) M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
- (24) M. Antoine Hurtaut

### Invités

- (25) M. Guillaume Julien
- (26) Mme Cyrielle Leclerc
- (27) M. Cyril Rams
- (28) M. Luc Neuville
- (29) M. Alan Leroux (rectorat)
- (30) M. Sébastien Chable
- (31) Mme Pauline Cardot
- (32) M. Hugues Parola

Mme Leclerc donne lecture des différentes procurations.

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
M. David Alis	Donne pouvoir à	Mme Hélène Muscat
Mme Nathalie Colin	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
Mme Maryvonne Le Brignonen	Donne pouvoir à	M. Jérôme Lartigau
Mme Marie-Laure Collet	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin
M. Emmanuel Couet	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
M. Hadrien Jehan	Donne pouvoir à	Mme Thaïs Boullier
Mme Maela Merrer	Donne pouvoir à	M. Dimitri Guizel

- **Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 14 décembre 2022**

Mme Pruchon souligne que le procès-verbal du conseil d'administration du 7 décembre 2022 n'est pas proposé à l'approbation.

M. Lejolivet en prend note et propose de l'approuver lors de la prochaine séance du conseil d'administration.

*Le procès-verbal du conseil d'administration du 14 décembre 2022 est approuvé à l'unanimité.*

## **1. FINANCES**

- **Compte financier 2022**

M. Diaz explique que la présentation se décline en trois parties : les projets menés en 2022, le volet budgétaire et le rapport financier.

M. Diaz passe en revue les principaux projets menés 2022.

### Coopération

Le premier événement de coopération en 2022 a été la création de l'Université de Rennes à laquelle l'IEP devient une entité composante. L'année a également été dédiée à la poursuite des partenariats à l'échelle du site et à l'échelle internationale, notamment le partenariat avec l'institut Agro Ouest Rennes Angers. L'IEP de Rennes possède des compétences et acquis spécifiques de grande valeur, mais il devra absolument coopérer pour répondre aux grands défis à venir.

### Recherche d'excellence

Grâce au dialogue stratégique de gestion, l'IEP a obtenu le projet de recherche « Tiers-lieux solidaires, innovation sociale, politiques de solidarité », avec le recrutement d'une post-doctorante qui travaillera sous la supervision de Romain Pasquier. Chaque année, l'IEP essaie d'organiser de nouveaux événements à travers la chaire Territoires et mutations d'actions publiques. Il a d'ailleurs accueilli en 2022 le colloque de l'Association de sciences régionales en langue française et qui a connu un grand succès.

### Transformation pédagogique

L'IEP a organisé une école en voilier pour les 10 ans du campus de Caen avec l'aide de la région Normandie, qui a permis à des étudiants de se rendre en Norvège et de mener des expérimentations à la fois pédagogiques et scientifiques. Cette démarche a fait l'objet de retours très positifs et a été saluée par les étudiants. L'ensemble de ces travaux seront exposés à Caen. Un grade Master Gouvernance des métropoles, affaires publiques et maritimité a également été créé à Brest. Enfin, plusieurs personnalités ont été invitées au cours de l'année, notamment François Taddei avec lequel les étudiants ont beaucoup apprécié échanger.

### Vie étudiante épanouie

L'IEP fait de son mieux pour créer l'environnement favorable à la vie associative. Les étudiants sont particulièrement créateurs et permettent à l'établissement de vivre. En 2022, le sport a été mis en avant. Ce projet semblait essentiel pour la santé et le bien-être des étudiants après deux années de crise sanitaire. L'IEP a également organisé le festival « nos futurs » avec les Champs libres, le journal Le Monde et la métropole de Rennes. Enfin, la dynamique de la vie associative a permis d'accueillir des personnalités et d'organiser des échanges très instructifs avec les étudiants.

### La responsabilité sociétale et environnementale

La responsabilité sociétale et environnementale est essentielle pour l'IEP. Elle englobe d'ailleurs la notion de démocratisation. Lors du premier dialogue stratégique de gestion, l'IEP a obtenu un premier financement du ministère sur la démocratisation, ce qui l'a aidé à déployer davantage cette stratégie avec des lycées généralistes. D'autre part, une convention triennale a été mise en place avec la région Bretagne sur les lycées professionnels, qui permet à l'IEP d'accueillir chaque année une cinquantaine de lycées et aux étudiants de bénéficier de formations professionnelles. Cette démarche est très appréciée par les étudiants.

## Un projet partagé, une vision à long terme

L'année 2022 a été l'occasion de partager la raison d'être de Sciences Po avec l'ensemble des partenaires : « une école humaniste pour ne jamais cesser d'apprendre et ensemble prenons soin du monde ». Cette raison d'être accompagne l'école dans sa gouvernance : déploiement de nouvelles stratégies, amélioration des process, construction de la responsabilité sociétale et environnementale et mise en place d'une équipe administrative à la hauteur des ambitions.

M. Diaz souligne que tous ces projets ont été rendus possibles grâce aux moyens que l'IEP a obtenus, par les ressources propres et par une contribution plus importante de la tutelle en 2022. En fin d'année civile, l'IEP a reçu une notification de la subvention pour charge de service public de l'État avec pour la première fois la compensation des boursiers de la part du ministère. La subvention dépasse ainsi les 2 millions d'euros, alors qu'elle était habituellement d'environ 1,5 million d'euros. Cette évolution budgétaire est le fruit de la stratégie que porte l'IEP auprès de la tutelle.

Mme Paris rappelle que la gestion budgétaire comptable publique (GBCP) introduit une distinction claire entre la comptabilité budgétaire, qui relève de l'ordonnateur, la comptabilité générale, qui relève du comptable, et la comptabilité analytique, qui relève du contrôle de gestion. La GBCP introduit également de nouveaux principes : sincérité budgétaire, soutenabilité budgétaire et pluri annualité. La comptabilité budgétaire analyse à la fois les recettes encaissées et les crédits de paiement ou décaissements, le solde budgétaire étant la différence entre ces recettes et ces crédits.

À Sciences Po Rennes, le budget est constitué de recettes globalisées. Le taux d'exécution pour l'année 2022 s'élève à 98 %, pour un montant total de 4 475 693 euros. Ce montant comprend la subvention pour charge de service public pour 1 311 266 euros, la fiscalité affectée pour 49 050 euros, les financements publics pour 921 961 euros et les ressources propres pour 2 193 412 euros. Le budget des dépenses est constitué de trois enveloppes : personnels, fonctionnement et investissements. Le taux d'exécution est de 99 % pour les personnels, de 100 % pour le fonctionnement et de 34 % pour les investissements. Le solde budgétaire est déficitaire de 245 108 euros au compte financier 2022. Les dépenses sont plus importants que les recettes enregistrées avant la clôture.

Concernant les recettes, la charge pour service public s'établit en 2022 à 2 030 230 euros, soit 334 000 euros de plus que le compte financier 2021. Cette notification comprend une compensation pour les dépenses énergétiques de 59 702 euros, une compensation de l'exonération boursière de 82 911 euros et une aide à la création de trois emplois de 180 000 euros. Les dépenses d'investissement sont en deçà des prévisions.

Le résultat comptable est bénéficiaire de 657 618 euros. Contrairement au résultat budgétaire, il prend en compte l'ensemble des produits et des charges.

M. Rams propose de présenter les éléments essentiels de l'exercice 2022.

Les principaux postes de dépenses de l'IEP sont les suivants :

- les dépenses de personnels, qui s'élèvent à plus de 2 millions d'euros et qui sont en augmentation de 5,7 % hors personnels mis à disposition ;
- les dépenses de fonctionnement, qui s'élèvent à 100 000 euros et qui sont en augmentation du fait de l'inflation sur les fournitures ;
- les dépenses de patrimoine, qui sont également en augmentation du fait de l'augmentation du prix de l'énergie, de raccordement au réseau de chaleur de Rennes métropole, de la transformation du contrat de gardiennage ;
- les dépenses de maintenance, qui s'élèvent à 70 000 euros ;
- les dépenses liées aux déplacements, qui connaissent une reprise assez marquée au sortir de la crise sanitaire ;

Les principaux postes de recettes sont les suivants :

- la subvention du ministère, qui représente environ 40 % des recettes ;
- les droits de scolarité pour 23 % ;

- la formation continue pour 520 000 euros ;
- le procès de CVEC ;
- la taxe d'apprentissage ;
- les refacturations.

Il est à noter que la capacité d'autofinancement est plutôt solide, puisqu'elle progresse de manière substantielle. Or, cette capacité d'autofinancement permet de financer tout ou partie des investissements. En 2022, les investissements de l'IEP représentaient 464 000 euros, ce qui en fait une année assez forte en termes d'investissements, et ont pu être absorbés par la capacité d'autofinancement. Le niveau du fonds de roulement a également été consolidé d'un peu plus de 500 000 euros en 2022.

En résumé, le résultat 2022 est largement excédentaire, avec en particulier une augmentation des subventions. L'impact conjoncturel est moins important qu'au cours des précédentes années. Les ratios de fonctionnement sont plutôt bons. L'augmentation des subventions est plus rapide que l'augmentation de la masse salariale sur les dernières années. Les niveaux du fonds de roulement et de la trésorerie sont plutôt élevés.

En 2023, les travaux sur la qualité comptable se poursuivront. Le chantier de cartographie des risques a été entamé, en vue notamment de sécuriser les circuits financiers et d'asseoir la démarche qualité.

M. Guézel souhaite connaître l'origine du turnover important sur le pôle Finances.

M. Diaz répond qu'il s'explique principalement par des départs en mutation de personnes qui étaient présentes depuis longtemps. L'enjeu en 2023 sera justement de renforcer et de stabiliser ces fonctions support, notamment pour éviter les problématiques de surcharges de travail en cas de manque de personnel.

M. Guézel note que les dépenses de mobilité ont retrouvé leur niveau de 2019. Il souhaite savoir quelles mobilités sont concernées.

M. Diaz explique que ces mobilités sont dues au retour sur site des enseignants à la suite de la crise sanitaire. Quant aux réunions de la gouvernance de l'IEP, elles se font désormais majoritairement à distance.

M. Guézel demande quels moyens de transport utilisent les enseignants.

M. Diaz répond qu'ils utilisent quasiment tous le train.

M. Neuville constate que tous les voyants de la situation budgétaire de l'établissement sont au vert, ce qui prouve que ce dernier a très bien réagi face à l'augmentation des coûts, notamment des fluides. À ce titre, le raccordement du chauffage au réseau de la métropole a été une excellente initiative. Par ailleurs, M. Neuville souligne que les niveaux du fonds de roulement et de la trésorerie sont particulièrement importants. Ces niveaux sont notamment dus à la capacité d'autofinancement et l'accumulation de réserves, mais aussi à une sous-exécution des opérations d'investissement. Il salue l'initiative d'établir un schéma pluriannuel de stratégie immobilière qui offrira une certaine mobilité sur ces opérations. Il souligne également que le niveau des ressources propres de l'établissement a augmenté de 30 000 euros entre 2021 et 2022, ce qui est très en retrait des prévisions. Or, ce sont ces ressources qui permettent de financer les recrutements de personnels hors plafond et donc d'accompagner le développement de l'institut.

M. Diaz remercie M. Neuville pour ses observations. Il confirme que l'IEP ne cherche pas à accumuler une trésorerie élevée, d'autant qu'elle perd de la valeur en pouvoir d'achat du fait de l'inflation. De véritables projets d'investissement sont prévus (construction de la bibliothèque, aménagement du site de Rennes, agrandissement du site de Caen, etc.). Ce schéma directeur immobilier et stratégique démontrera aux administrateurs et à la tutelle que les sommes sont bien fléchées et qu'elles permettront d'améliorer la qualité de vie au travail. Concernant les ressources propres, le recrutement d'un responsable et le renforcement du pôle permettront d'atteindre les objectifs. L'établissement a justement répondu à un projet de développement des ressources propres et espère obtenir des moyens humains et financiers par ce biais.

M. Lejolviet souhaite féliciter l'ensemble des équipes en charge de la gestion de l'établissement pour leur travail qui a abouti à un compte financier positif. Il remercie également M. Neuville pour la bienveillance et la pertinence de ces observations.

M. Lejolvivet donne lecture de la délibération :

### **Le Conseil d'Administration,**

Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

*Après en avoir délibéré,*

### **DÉCIDE :**

#### **Article 1 :**

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 17,27 ETPT sous plafond et 13,47 ETPT hors plafond (tableau 1)
- 4 911 604 € d'autorisations d'engagement (tableau 2)
  - 2 237 242 € personnel
  - 2 083 930 € fonctionnement
  - 590 432 € investissement
- 4 720 801 € de crédits de paiement (tableau 2)
  - 2 237 242 € personnel
  - 2 059 975 € fonctionnement
  - 423 584 € investissement
- 4 475 693 € de recettes
- 245 108 € de solde de budgétaire (déficit) (tableau 2)

#### **Article 2 :**

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 610 663,28 € de variation de trésorerie
- 657 617,71 € de résultat patrimonial excédentaire
- 948 675,57 € de capacité d'autofinancement
- 596 486,43 € de variation de fonds de roulement

#### **Article 3 :**

Le conseil d'administration arrête le compte de financier 2022 au vu des pièces transmises par le comptable et décide d'affecter le résultat excédentaire à hauteur de 657 617,71 € en réserve ainsi que le report des comptes 110 à hauteur de 25 564,18 € et le compte 119 de 23 201,66 €.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

*La délibération est adoptée à l'unanimité.*

- **Tarifs de l'école d'été 2022**

M. Diaz précise que le vote porte sur les tarifs qui ont été transmis au préalable aux administrateurs.

*La délibération est adoptée à l'unanimité.*

- **Instauration d'un seuil minimal de recouvrement de recettes**

M. Julien explique que pour éviter de surcharger les services il est proposé de renoncer aux créances inférieures à 50 pour se concentrer sur le recouvrement des créances qui dépassent ce seuil, comme l'autorise désormais la réglementation.

M. Lejolvivet donne lecture de la délibération :

Conformément au décret du 1<sup>er</sup> mars 2023, l'ordonnateur est autorisé à ne pas émettre d'ordre de recouvrer lorsque la créance correspondante n'atteint pas un seuil financier de 50 euros.

*La délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **2. MESURES RÉGLEMENTAIRES ET PRATIQUES**

- **Rapport d'activités**

*Le rapport d'activité a été présenté avec le compte financier.*

## **3. PÉDAGOGIE**

- **Règlement des programmes internationaux AEPa/CEPa**

Mme Iglesias explique qu'il est envisagé d'apporter une première modification permettant aux étudiants de FLE des groupes C et D de choisir un cours en français parmi tous les cours de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année moyennant le crédit de 3 ECPS par semestre. Il est envisagé d'apporter une seconde modification permettant aux étudiants de choisir en complément des cours de langue étrangère moyennant le crédit de 3 ECPS.

*La délibération est adoptée à l'unanimité.*

- **Maquette et règlements des programmes internationaux AEP/CEP**

Concernant le programme en français, il est prévu d'intituler le cours de méthode « Gestion collaborative de projets de transition ». En outre, les étudiants de ce programme pourront suivre un cours supplémentaire parmi les cours magistraux proposés, ce cours supplémentaire leur octroyant 5 ECTS au lieu de 3.

*La délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **4. RESSOURCES HUMAINES**

- **Repyramidage des enseignants-chercheurs**

M. Diaz explique que la loi de programmation de la recherche prévoit un dispositif transitoire permettant de transformer des postes de maîtres de conférences en professeurs d'université sous réserve de certains critères, de manière à rééquilibrer le rapport entre les deux statuts au niveau national.

M. Diaz précise que cette délibération n'a pas fait l'objet d'un visa du CSA, ce qui implique de saisir prochainement le CSA et de voter une nouvelle délibération en bonne et due forme.

*La délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **5. PARTENARIATS**

- **Convention avec « Océans connectés »**

M. Diaz explique qu'à la suite d'une remarque du Rectorat sur la nature de la convention au regard du statut d'Océans connectés, la convention a été reformulée puis résignée.

## **INFORMATION DE LA DIRECTION**

M. Diaz indique que dans le cadre du dialogue avec le ministère l'IEP va prochainement déposer son contrat d'établissement. Une fois le contrat signé, les discussions pourront s'engager avec la tutelle sur le sujet des moyens. Le contrat d'établissement sera également soumis au vote des administrateurs lors d'un prochain conseil.

M. Diaz signale que le nombre d'inscrits au concours commun a atteint le chiffre inédit de 14 200, ce qui n'est pas sans poser des difficultés pour l'établissement qui doit trouver de nouveaux correcteurs et des espaces pour accueillir les participants.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*